De l’illusion parlementaire…

dimanche 1er décembre 2024, par Jacques COTTA

L’épisode « retraite » qui s’est déroulé à l’Assemblée nationale est révélateur de la nature du régime, du gouvernement, et des oppositions, ou supposées telles, qui lui donnent la réplique.
Dans sa « niche parlementaire » la France Insoumise avait annoncé son intention de saisir l’occasion pour « abroger la loi sur les retraites » imposée dans la législature précédente par **Emmanuel Macron** et **Elisabeth Borne**, alors premier ministre, à grand coup de 49-3.
Avant cette journée fatidique qui devait donc sonner le glas de la réforme rejetée par les travailleurs, ouvriers et salariés, par 80% du peuple français, par toutes les organisations syndicales et associations, médias, commentateurs, journalistes cire-pompes et éditorialistes laissaient planer le doute sur une possible issue fatale à la mesure phare de la présidence Macron. Le lendemain, la farce éclatait au grand jour.

Par le dépôt de plus de 1000 amendements aussi incongrus les uns que les autres, le « bloc gouvernemental », c’est à dire la minorité macroniste et LR à l’assemblée qui soutient **Barnier et Macron**, jouant la montre, a permis que l’heure limite soit atteinte sans vote. Et du coup la proposition d’abrogation de la réforme des retraite restait lettre morte.

L’opposition, jouant la surprise et l’indignation alors qu’elle connaissait pertinemment le sort qui serait réservé à sa proposition, laissait penser que l’issue aurait pu être différente et accréditait l’idée que l’action parlementaire pouvait permettre de revenir sur la loi imposée par le gouvernement, couvrant ainsi les institutions totalement anti démocratiques de la Ve république et leur application grotesques.

Les institutions et la Ve république ont été élaborées pour servir les intérêts des capitalistes et permettre à leurs représentants de garantir leur domination sur la société et de préserver leurs intérêts.

Emmanuel Macron, dans une situation d’extrême fragilité, remplit tant bien que mal cette fonction. Il incarne le système qui tant sur le plan économique que social, démocratique que moral, est rejeté par l’immense majorité du peuple français. Nul n’est dupe sur les coups déjà portés par la macronie, et sur ceux en préparation, à la suite de l’orientation dégagée outre atlantique par **Trump** et son ami **Elon Musk** au compte du capitalisme à l’échelle mondiale.

D’un avis unanime, jamais la France, dans les dernière décennies, n’aura connu avec une telle violence les mesures que prépare le gouvernement Macron Barnier et que s’apprêtent à mettre en oeuvre les capitalistes au compte des actionnaires et des profits.

La France se trouve aujourd’hui face à une vague historique de plans sociaux. 200 entreprises, tous secteurs confondus, sont, selon les organisations qui se trouvent aux plus proche du terrain, directement concernées. Au premier titre on trouve l’industrie —ce qu’il en reste— l’automobile, ou encore la chimie. Déjà des faillites en cascade se déclarent. 300 000 emplois sont menacés.

Emmanuel Macron et Michel Barnier sont porteurs d’une politique de l’offre dont les effets sont dévastateurs. Selon la société Altares, qui recense tous les dépôts de bilan, ***« nous nous acheminons cette année vers le chiffre de 67 000 défaillances d’entreprises. C’est une situation que notre économie n’a jamais connue ».***

Dans le public, l'état ordonne directement la liquidation de services publics essentiels et la suppression de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires au nom de la chasse à la dette et aux déficits pendant qu'il distribue des centaines de milliards à l'économie d'armement, faisant les choux gras de capitalistes qui font leur beurre sur le dos de la guerre, de la misère, des ravages, de la mort.

Et en même temps que sur le plan politique « l'opposition », LFI aujourd'hui, le RN hier, laisse penser que les institutions pourraient permettre de s'opposer à la classe capitaliste par un vote à l'Assemblée, les organisations syndicales organisent comme à l'accoutumée des journées d'action à répétition, à des dates espacées, dans la division dont ce gouvernement ultra minoritaire qui repose sur une tête d'épingle a un besoin vital.

Mais la crise politique sur le point de tourner en crise de régime rend la tâche de tout ce qui est lié à ce système bien délicate et incertaine. Pour sauver le gouvernement et le régime, Il ne suffira sans doute pas de redoubler d'efforts pour parer les institutions d'un vernis démocratique, ou pour organiser les pare-feu habituels nécessaires à la politique gouvernementale et patronale.
Les raisons du mécontentement général sont bien réunies, ressenties par des centaines de milliers, par des millions dans le pays qui aspirent, comme première étape, à voir **dégager Macron, Barnier et compagnie**.

Comment ?

Peut-être à l'issue d'une motion de censure votée à l'assemblée par tous, en même temps, pour des raisons de circonstance…
Peut-être à l'issue d'une crise politique et d'une crise de régime rendant le maintien de Macron impossible aux yeux mêmes de ses soutiens, de ses donneurs d'ordre…
Peut-être aussi à l'issue d'une crise sociale, d'un vaste mouvement qui rappelant les Gilets jaunes emporterait tout sur son passage…
Peut-être à l'issue de tout cela réuni…

Quoi qu'il en soit, les jours de ce gouvernement et du régime sont comptés. Face aux coups redoublés, la lutte des classes est déjà engagée. Invisible, souterraine, la braise sociale couve…

Jacques Cotta
Le 1er décembre 2024